



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES PROCÉDURES
ENVIRONNEMENTALES

PREFECTURE DES VOSGES

ARRETE

N° 1850/2008

Mettant la Société LAFARGE COUVERTURE en demeure de respecter dans le délai d'un mois les prescriptions réglementaires applicables à sa tuilerie sise 1, La Champagne à Saint-Nabord (88200).

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement,

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 (Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels),

VU le rapport en date du 7 juillet 2008, par lequel l'Inspecteur des installations classées propose que la Société LAFARGE COUVERTURE soit mise en demeure par la voie d'un arrêté préfectoral, de respecter dans le délai d'un mois les prescriptions réglementaires applicables à sa tuilerie de Saint-Nabord et fixées par l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé,

CONSIDERANT que la tuilerie de Saint-Nabord de la Société LAFARGE COUVERTURE n'est pas exploitée dans le respect des prescriptions réglementaires qui lui sont applicables car elle est à l'origine d'une pollution récente du ruisseau Saint-Anne ayant entraîné une mortalité de poissons,

CONSIDERANT que lorsqu'un Inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il y a lieu de mettre la Société LAFARGE COUVERTURE en demeure par la voie d'un arrêté préfectoral, de respecter dans le délai d'un mois les prescriptions réglementaires applicables à sa tuilerie de Saint-Nabord et fixées par l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé,

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement,

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : La Société LAFARGE COUVERTURE dont l'adresse est 1, La Champagne – Saint-Nabord (88200), est mise en demeure, pour la tuilerie qu'elle exploite à l'adresse précitée, de satisfaire dans le délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à cette obligation découlant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :

- respecter les prescriptions réglementaires fixées aux articles 2.9 et 5.7 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 (Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels), à savoir :

«ARTICLE 2.9 : Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7 et au titre VII.

ARTICLE 5.7 : Prévention des pollutions accidentelles

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.»

ARTICLE 2 : En cas d'inobservation des prescriptions fixées à l'article 1^{er}, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy selon les modalités et selon les délais prévus à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 : La Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges et l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société LAFARGE COUVERTURE et dont une copie sera adressée pour information au Maire de Saint-Nabord.

Epinal, le

18 JUIL 2008

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture,

Dominique CONCA